

LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Qu'est-ce que l'évitement fiscal ?

L'évitement fiscal peut être défini à travers trois notions

01

La fraude fiscale qui est entendue comme la violation volontaire de la législation fiscale. C'est une volonté de contourner la loi fiscale pour payer ou pas d'impôt.

02

L'évasion fiscale renvoyant à l'ensemble des comportements du contribuable qui visent à réduire le montant des prélèvements dont il doit s'acquitter. S'il a recours à des moyens légaux, l'évasion entre alors dans la catégorie de l'optimisation. A l'inverse, si elle s'appuie sur des techniques illégales ou dissimule la portée véritable de ses acteurs, l'évasion s'apparente à la fraude.

03

L'optimisation fiscale qui consiste à utiliser la législation fiscale dans le but d'échapper à l'impôt par différents moyens légaux. Elle désigne ainsi le fait pour le contribuable de choisir, parmi les possibilités offertes par la loi, celle qui apparaît la moins coûteuse ; il s'agit donc d'un comportement légal.

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Enjeux de l'évitement fiscal

01

Sur le plan budgétaire, il constitue un frein à la souveraineté budgétaire en sens qu'il entraine des pertes de recettes budgétaires importantes. Ainsi, dans la LFI 2023, le déficit budgétaire est projeté à 1045,5 milliards de FCFA (5,5% du PIB). En plus de cela, il réduit les marges budgétaires de l'Etat qui, de ce fait, se trouve contraint de recourir à l'emprunt. Or, l'emprunt a des effets d'éviction sur les dépenses. D'ailleurs, en 2023, le service prévisionnel de la dette est de 1 693,9 milliards dont 1 269,6 en principal et 424,3 en intérêts et commissions.

02

Sur le plan socio-économique, l'évitement fiscal entraine une faiblesse des dépenses sociales. Ainsi, en 2020, les dépenses au profit des secteurs de l'éducation et de la formation ont représenté 786,49 milliards équivalant à 22% du budget, alors que celles dédiées au secteur de la santé étaient de 206,99 milliards, soit 5,8% du budget. A noter que ces montants comprennent les dépenses de personnel.

03

Du point de vue normatif, ce phénomène met à rude épreuve l'efficacité du dispositif légal et règlementaire de lutte contre l'évitement fiscal agressif (lois, conventions, outils) et sur la pertinence du cadre institutionnel de lutte contre ce fléau, de la programmation du contrôle fiscal à la formation des vérificateurs.

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Impacts de l'évitement fiscal :

01

La faiblesse dans mobilisation des ressources fiscales. A l'heure, le Sénégal a un taux de pression fiscale de 16%, contre une moyenne sous régionale de 18,6% du PIB, alors que les critères de convergence de l'UEMOA ciblent un TPF de 20%. Le potentiel fiscal du Sénégal est estimé à 25,3% du PIB, soit un gap fiscal égal à 10,2% du PIB en partie causé par la fraude fiscale (DPEE, 2019). Or, il est aujourd'hui établi que le niveau de développement humain est nécessairement lié au taux de pression fiscale.

02

L'évitement fiscal entrainerait aussi une répartition inégale de la charge fiscale, d'une part entre le capital et le travail, l'essentiel de l'impôt étant supporté par le travail (les personnes physiques) ; et d'autre part, entre les ménages et les entreprises. Toute la fiscalité est quasiment supportée par les ménages à travers les taxes sur la consommation. Cette inégalité dans la répartition de la charge fiscale se pose également entre les secteurs économiques (formel-informel, industries-services-commerces).

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Les obstacles à l'équité fiscale se lisent à deux niveaux

01

Selon la perception du contribuable il est question d'évitement fiscal, d'exonérations, d'optimisation fiscale, d'opacité fiscale et de contournement du fait de la pression fiscale.

02

Du point de vue de l'administration fiscale (Direction générale des Impôts et des Domaines, la Direction Générale de la Douane, l'Inspection du Travail, la Caisse de Sécurité Sociale et l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal), il s'agit de la complexité et ou l`inaccessibilité de la matière fiscale, la pression fiscale qui est plus forte chez les personnes physiques, l'arbitraire fiscal, les impairs au niveau des services publics (accueil clientèle - prise en charge – service public) et la faible coopération des Etats.

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Les pratiques d'évitement fiscal constituent un frein au consentement à l'impôt

Sur les 90 000 contribuables immatriculés :

01

6 000 déclarent et payent l'impôt,

02

dont 100 entreprises qui supportent 60% des recettes fiscales.

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



LEGS

International Budget Partnership

Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Bonnes pratiques en matière de fiscalité

Elles s'apprécient à un triple niveau

01

Pour le contribuable, c'est le respect des obligations fiscales (obligations déclaratives et obligations de paiement, la régularisation spontanée, la bonne foi dans la communication avec l'administration fiscale, le paiement avec moratoire et le civisme fiscal. Etroitement lié à la notion d'éthique, ce dernier point concerne aussi bien le contribuable que l'administration.

02

Pour l'administration : il s'agit d'une meilleure prise en charge en intégrant d'autres canaux de communication (réseaux sociaux) ; la protection du foncier à travers l'amélioration du régime de l`immatriculation de façon à permettre l'accès à la terre ; les amnisties fiscales représentant une très bonne pratique de tolérance administrative empreinte d`éthique et de justice fiscale ; et l'harmonisation fiscale devenue, au niveau de l`UEMOA, une question de survie pour lutter contre l'évitement fiscal et la compétition entre les Etats membres.

03

De la société civile, il est attendu une implication effective afin d'assurer la transparence et la confiance fiscales, l'éthique fiscale étant liée à la prise en charge des couches les plus vulnérables de notre société (FEMMES ET ENFANTS).

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG



Action collective pour l'équité fiscale au Sénégal

Quelques chiffres du rapport d'activités au titre de l'année 2021 du Ministère des Finances et du budget

01

La régularisation de 47 465 contribuables sur la base du renseignement fiscal et du recensement, soit 47,5% de la cible de 100 000 contribuables. Comparée aux 78 000 contribuables régularisés en 2020, une baisse 41,7% a été notée enraison de l'incomplétude des informations ;

02

La couverture du contrôle fiscal des grandes et moyennes entreprises a connu une belle performance en 2021, puisque la cible annuelle de 25% a été atteinte. Comparé à 2020 qui affichait un taux de 35%, un repli de 10 points de pourcentage a été observé ;

03

La réalisation des objectifs de recouvrement des recettes à un taux de 88% contre 96,9%, soit une baisse de 8,7 points de pourcentage. En valeur absolue, ces proportions correspondent à des recettes recouvrées de 1 659,2 milliards sur un objectif de 1 879,1 milliards dans la seconde LFR 2021, soit une moins-value de 219,9 milliards.

SOURCE
PANEL SUR RÉDUIRE L'ÉVITEMENT FISCAL
COPYRIGHT LEGS-AFRICA WWW-LEGSAFRICA.ORG